

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, Viet Tan veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques.

Lettre ouverte à propos de l'exploitation de la bauxite sur les hauts plateaux du Vietnam



Sièges des joint-ventures sino-vietnamiennes exploitant la bauxite à Dak Nong et Lam Dong

Au cours des dernières décennies, de nombreux pays ont eu à regretter l'application des projets de développe-

Sommaire

- 1 — Lettre ouverte à propos de l'exploitation de la bauxite sur les hauts plateaux du Vietnam
- 3 — Le plan du Vietnam pour la bauxite à ciel ouvert amène un lot de préoccupations
- 5 — Au Vietnam, la politique influence les décisions d'investissement
- 7 — Procès en appel contre les huit catholiques de Thai Ha
- 8 — 12 députés américains écrivent aux grandes sociétés de l'Internet
- 9 — Témoignage en Australie devant la Sous-Commission des Droits de l'Homme
- 12 — Fermeture du bureau d'un avocat militant pour les droits de l'Homme

ment économique qui ignoraient les conséquences pour l'environnement. Les divers effets néfastes sur la santé de l'homme, la destruction des habitats naturels et de l'éco-système ont nécessité une nouvelle définition du développement. Aujourd'hui, il existe un large consensus autour du développement durable, pour répondre aux besoins du présent tout en assurant un avenir productif et sans créer de fardeau pour les générations futures.

Le régime communiste du Vietnam est en train de jeter aux orties ces leçons par son mépris d'une menace, pourtant sérieuse, pour le pays et les générations présentes et futures.

Depuis plus de trois ans, le politburo du Parti communiste a froidement coopéré avec la Chine pour exploiter la bauxite à Dak

Nong et Lam Dong, dans les provinces centrales du Vietnam. Ce n'est que lorsque l'information a été révélée au grand jour que le Premier ministre Nguyen Tan Dung a reconnu que les projets d'exploitation de la bauxite sont une importante politique du parti et de l'État. Lors d'une conférence de presse le 4 février 2009, il a annoncé qu'une future conférence examinera les conséquences de l'extraction de la bauxite.

Ces événements montrent comment les dirigeants de Hanoi ont pris une décision ayant un impact majeur sur la vie de millions de citoyens dans les hauts plateaux et le long du bassin de la rivière Dong Nai sans véritable étude scientifique au préalable ni considération des enseignements tirés dans d'autres pays.

En conséquence, de nombreux

chercheurs vietnamiens se sont exprimés pour soulever les questions suivantes :

- **Faibles bénéfices économiques d'un point de vue global.** Le centre du pays manque actuellement d'électricité, d'eau et d'infrastructures de transport. Avec des coûts d'extraction et de traitement plus élevés, la bauxite du Vietnam ne serait pas compétitive face à celles d'Australie ou d'Inde, et ne ferait que rendre le Vietnam dépendant de la Chine, qui est son unique marché à l'exportation.

- **Des risques environnementaux.** L'énorme quantité de boues rouges, les déchets toxiques issus de la transformation de la bauxite en alumine, vont faire disparaître les espèces animales et végétales dans les zones touchées. En outre, la mousson va charrier les résidus des boues toxiques dans les cours d'eau à travers les hauts plateaux du centre jusqu'aux régions du sud du Vietnam.

- **Absence d'une solution de nettoyage.** Actuellement, il n'existe pas de moyen rentable de nettoyer les boues rouges. De ce fait, de nombreux pays n'autorisent plus le traitement de la bauxite. L'Australie stocke les boues rouges dans le désert, où il y a peu de précipitations et pas d'habitants. Même la Chine a accepté la nécessité de fermer de nombreuses mines de bauxite et s'adresse désormais à l'étranger pour ses besoins.

- **Impact économique négatif.** La pollution des rivières par des boues rouges aura un impact dévastateur sur la sylviculture et les cultures de café, caoutchouc, thé, poivre, noix de cajou. Une fois ces coûts pris en compte, l'exploitation de la bauxite n'apporte aucun bénéfice à la population du Vietnam en général, mais sert uniquement à

enrichir un petit groupe de fonctionnaires directement associés au projet.

- **Lourd fardeau pour beaucoup de gens.** Des millions de personnes résident sur les hauts plateaux du centre du Vietnam, en particulier les minorités ethniques, qui vont perdre leurs spécificités culturelles, leurs terres qui sont leurs moyens de subsistance, et qui devront faire face



aux problèmes de santé dans les années à venir. Des dizaines de millions de personnes habitant sur les bords des rivières Dong Nai et Tri An lac sont aussi des victimes potentielles.

Les dommages causés à l'environnement à cause de l'extraction de la bauxite ne font pas de distinction entre les groupes ethniques, entre les pauvres et les riches, ne tiennent pas compte de l'appartenance religieuse ou des opinions politiques. Cette menace concerne tout le pays et pourrait avoir des répercussions sur les générations futures. C'est un péril pour l'ensemble du peu-

ple vietnamien.

La responsabilité de la création de ce péril revient à chaque membre de la direction communiste.

S'il croit vraiment que les mines de bauxite dans les hauts plateaux sont justifiées, le Politburo devrait suspendre le projet jusqu'à ce que le pays ait une occasion de débattre sur les coûts et les bénéfices du projet, ainsi que de tirer des enseignements de l'expérience d'autres nations.

Compte tenu de cette situation, **Viet Tan** a l'intention de:

- Contribuer à révéler au grand jour le maximum d'informations à propos de la sombre coopération sino-vietnamienne sur la bauxite dans les hauts plateaux. Nous appelons les résidents et les travailleurs de Nhan Co, Bao Lam et d'autres domaines liés aux projets de bauxite à transmettre des informations sur les répercussions environnementales ainsi que les noms des fonctionnaires responsables.

- Soutenir les scientifiques vietnamiens dans leurs recherches et efforts pour sensibiliser le public sur les risques du traitement de la bauxite. Nous exhortons et soutenons en particulier les professionnels de la santé à préparer du matériel d'éducation pour le public afin d'atténuer les risques pour la santé.

- Encourager les organisations internationales sur l'environnement et des droits de l'homme à faire pression sur le gouvernement de Hanoi pour qu'il mette fin aux projets de la bauxite. Nous encourageons la communauté juridique à envisager d'éventuelles actions en justice contre les responsables des dommages environnementaux. ■



Le plan du Vietnam pour la bauxite à ciel ouvert amène un lot de préoccupations

ASIA TIMES

16.03.2009—PAR DUY HOANG

L'une des plus verdoyantes régions du Vietnam devra subir de graves dommages écologiques si le gouvernement poursuit ses plans d'exploitation d'une mine de bauxite à plusieurs milliards de dollars. Cette perspective a déclenché un tollé rare au Vietnam où la société est contrôlée par le gouvernement. Des scientifiques, les médias, des blogueurs et même des officiers de l'armée ont émis des protestations.

Même si ce n'est apparemment pas coordonné, leur opposition collective fait partie d'un mouvement écologiste vietnamien naissant, notamment pour défier la traditionnelle autorité incontestée de l'État dans la mise en œuvre des projets de développement économique à grande échelle.

Au cours des derniers mois, un certain nombre de chercheurs locaux ont publié des études approfondies sur cette question, certaines publiées dans les médias contrôlés par l'État, démontrant ainsi les faiblesses des plans du gouvernement pour cette exploitation minière. Vietnamweek.net, un site d'informations nationales autorisé par l'État, a été le premier à médiatiser la question, tandis que les blogueurs ont apporté encore plus d'analyses cruciales.

Le Premier ministre Nguyen Tan Dung a appelé l'exploitation de la bauxite « une décision politique essentielle du parti et l'État

», et il a approuvé plusieurs grands projets d'exploitation minière dans le centre du pays. Le principal plan du gouvernement prévoit des investissements de près de 15 milliards \$ US d'ici à 2025 pour exploiter les riches réserves de bauxite au Vietnam,



Les boues rouges issues de la transformation de la bauxite en alumine sont extrêmement toxiques.

évaluées au troisième rang mondial.

Au cours de la dernière décennie, la montée en puissance du Vietnam en tant qu'exportateur agricole est due en grande partie à l'augmentation de la culture du café et d'autres cultures sur les hauts plateaux fertiles au centre du pays. C'est une région d'une grande beauté et riche en potentiel éco-touristique. Ainsi, de nombreux Vietnamiens se demandent quelle est la justification économique et environnementale de la conversion d'une région déjà économiquement productive vers une mine à ciel ouvert.

Par le biais d'un processus toxique, la bauxite est convertie en alumine, la matière première pour la fabrication d'aluminium. Les déchets, connus par les éco-

logistes comme des « boues rouges », s'ils ne sont pas correctement gérés, peuvent contaminer l'approvisionnement en eau et étouffer la végétation. Selon des experts internationaux, pour chaque tonne d'alumine produite, trois tonnes de boues rouges sont émises.

L'Australie, leader mondial dans la production d'aluminium, gère le problème de l'élimination des boues rouges en les déposant dans les zones reculées et arides, ce qui atténue le risque de contamination par ruissellement. Le Vietnam, qui a un climat relativement humide et est densément peuplé, n'a pas le luxe de disposer de vastes étendues de terres en friche.

Le pays n'est pas non plus reconnu pour son expertise dans la gestion des déchets industriels dangereux. L'émergent mouvement écologique au Vietnam craint que les résidus toxiques issus de la transformation de la bauxite puissent s'écouler dans les rivières qui se jettent elles-mêmes dans des zones densément peuplées, notamment le delta du Mékong dans le sud du pays.

Pour être commercialement viable, l'exploitation de la bauxite nécessite généralement un accès à l'électricité bon marché. Parce que le Vietnam doit faire face à des coupures d'électricité récurrentes, on peut douter du modèle économique de l'extraction de la bauxite et de sa faible marge à l'exportation, qui devra recevoir probablement de lourdes subven-

tions de l'État, juste pour couvrir les coûts.

Le gouvernement a déjà annoncé des plans pour construire une ligne ferroviaire de 250 km dédiée au transport vers la côte Pacifique de l'alumine produite. Un port qui reste à construire sera dédié exclusivement au projet de bauxite.

Ces plans ont, eux aussi, mis en évidence le risque écologique que ces plans gouvernementaux d'exportation d'alumine soient mal conçus, exclusivement destinés à l'industrialisation dirigée par l'État. D'autres critiques se sont demandés si les fonctionnaires proches du Premier ministre Dung et du vice-Premier ministre Hoang Trung Hai auraient des intérêts privés dans ces coûteuses entreprises.

FACTEUR CHINOIS

Il y a aussi une dimension stratégique délicate dans ces entreprises. Les intérêts et la coopération chinoises dans l'industrie vietnamienne de la bauxite ont été définis lors d'une déclaration conjointe publiée après une réunion en juin dernier entre le Secrétaire général du Parti communiste Nong Duc Manh et le Président de la Chine Hu Jintao. Dans les accords subséquents entre la *Corporation Chinoise de l'Aluminium* et la société d'État *Groupe Industriel Vietnamien du Charbon et de la Mine*, il est devenu évident que la Chine sera le principal marché pour les exportations vietnamiennes d'alumine.

Dans le cadre de ces accords, des milliers de travailleurs chinois résident en permanence au Vietnam afin d'aider à la production, selon les autorités locales vietnamiennes. D'après une récente enquête effectuée lors d'un déplacement organisé par le parti pro-démocratie Viet Tan dans la



Barraquements et commerces dédiés aux ouvriers chinois, à proximité des mines de bauxites.

province de Lam Dong, les travailleurs chinois sont de plus en plus nombreux sur les hauts plateaux du centre. Des photos prises par le Viet Tan montrent les alignements de logements récemment construits pour les travailleurs chinois ainsi que des restaurants portant des enseignes en langue chinoise.

Les blogueurs vietnamiens, parmi lesquels beaucoup reprochent à Chine d'empiéter sur les îles Paracel et Spratly et estiment que Pékin a intimidé Hanoï pour qu'elle accepte un traité frontalier inéquitable cette année, ont demandé pourquoi des travailleurs chinois sont nécessaires dans un pays souffrant d'un déficit en emplois et d'un chômage croissant.

Les blogueurs ont également exprimé la crainte que des agents chinois d'infiltration et de renseignement militaire puissent se mélanger aux travailleurs. Vo

Nguyen Giap, le célèbre chef militaire communiste et, plus tard, parfois critique du gouvernement, a lui aussi, dans une lettre ouverte adressée en janvier au politburo du parti communiste, sonné l'alarme sur cette menace stratégique potentielle de travailleurs chinois non contrôlés.

Giap, âgé de 97 ans, qualifie les hauts plateaux du centre de passerelle stratégique vers le Vietnam, où les guerres antérieures ont été gagnées grâce au contrôle des hautes terres de cette région. Un mois après l'avertissement de Giap, qu'un seul journal au Vietnam voulait publier, un second général à la retraite a publié une lettre similaire demandant à la direction du Parti qu'elle reconsidère sa position sur l'autorisation d'une présence chinoise permanente au centre du pays.

La plupart des minorités ethniques du Vietnam vivent dans les hauts plateaux du centre et ce sont elles qui subiraient probablement le fardeau environnemental du projet sur la bauxite. Ils risquent de perdre leurs terres, avec peu ou pas de compensation, ainsi que l'exposition à la mauvaise gestion des déchets industriels.

Il n'est pas non plus évident que les emplois créés par la production de la bauxite, même s'ils étaient confiés à des vietnamiens de la région plutôt qu'à des chinois venus de l'étranger, suffiraient à remplacer ceux perdus avec l'élimination de l'exploitation du café, du thé et des champs de noix de cajou. C'est à cause de ces plans gouvernementaux mal conçus que le mouvement écologiste et les appels à un développement plus durable sont entendus. ■



Au Vietnam, la politique influence les décisions d'investissement

REUTERS—26.02.2009

PAR JOHN RUWITCH

Les 3 milliards qu'aura coûtés la construction de la raffinerie de pétrole de Dung Quat, le plus grand projet d'investissement à ce jour au Vietnam, ont beaucoup apporté à la jeune maman Tran Thi Yen.

Il a apporté de nouvelles routes pour le littoral sableux où Yen, 25 ans, vit dans une région isolée du centre du Vietnam. Il a également attiré une armée de travailleurs venus de loin, dont celui avec qui s'est mariée Yen, une petite femme avec un sourire chaleureux.

La raffinerie est officiellement ouverte depuis la semaine dernière. L'effervescence accompagnant sa construction a offert à Yen une opportunité d'affaire sur un plateau d'argent. L'année dernière, elle a construit près de la route un salon de karaoké qui est déjà bénéficiaire.

« Avant, on ne trouvait ici que du sable », dit-elle en tenant son bébé potelé de sept mois.

Le gouvernement vietnamien peut considérer que les exemples comme celui de Yen prouvent que sa décision de construire la raffinerie ici a été visionnaire, apportant des opportunités économiques à l'une des régions les plus pauvres du Vietnam.

Mais les économistes et les analystes politiques ont critiqué le projet de raffinerie comme représentant, peut-être, l'archétype de la façon dont la politique interfère avec la prise de décisions économiques au Vietnam.

La raffinerie, qui a mis 15 ans à se construire, a été boudée par les investisseurs étrangers qui la jugent non viable en raison de sa localisation dans une région isolée, loin des réserves de pétrole. En fin de compte, le monopole d'État PetroVietnam a été contraint de faire cavalier seul.

Cela démontre que l'investissement dans le secteur public n'est pas très sensible aux considérations économiques », a déclaré Jonathan Pincus, doyen de l'institut Fulbright Economics Teaching Program de Ho Chi Minh Ville.

Depuis le lancement des réformes « doi moi » au Vietnam en 1986, le Parti communiste a décidé de se dégager peu à peu du contrôle direct sur l'activité éco-



nomique. Des milliers d'entreprises d'État ont été transformées en « société cotées en bourse », un euphémisme pour dire privatisées.

Pourtant, les politiciens peuvent avoir une influence directe sur les projets d'investissement, à des degrés divers selon les secteurs, a déclaré Melanie Beresford, maître de conférences à l'Université Macquarie, en Australie.

« Ils ont une vision stratégique des industries qui sont essentielles pour le développement national. Les industries de l'énergie en font évidemment partie ... comme d'autres industries de base. »

« Le transport du pétrole est si long que les marges de raffinage sont susceptibles d'être négatives. Le résultat final ? Un prix excessif pour un projet déficitaire et qui ne crée pas d'emplois. »

DES CANNES À PÊCHE

La rue qui porte aujourd'hui le nom de feu le défunt Premier ministre Vo Van Kiet est une bande d'asphalte poussiéreuse qui s'étend sur 23 km, depuis le cœur de la zone économique de la raffinerie de Dung Quat jusqu'à son port.

Kiet, Premier ministre de 1991

à 1997, est crédité d'avoir pris la décision de construire la raffinerie aux 140 000 barils par jour sur la côte de Quang Ngai, et il est vénéré ici.

Les investisseurs étrangers se sont retirés de Quang Ngai car c'était loin des arrivées de pétrole brut et des utilisateurs finaux.

En 1995, la société française Total SA s'est retirée d'un projet de co-entreprise avec PetroVietnam pour la construction de la raffinerie à cause de l'emplacement. Puis, en 2002, la société pétrolière russe d'État Zarubezhneft a reculé en raison de l'éloignement de l'usine et de problèmes techniques.

Pourtant, Le Van Dung, Vice-président de la Zone Économique de Dung Quat qui supervise une bande de terre près de deux fois la taille de Manhattan, zone dans laquelle se trouve la raffinerie et d'autres projets, a qualifié Kiet d'homme de « grande vision stratégique. »

Il est de la responsabilité non seulement du Premier ministre, mais aussi du gouvernement de développer la région centrale qui a perdu des millions de vies dans la guerre et qui est actuellement en retard en termes de développement économique », a déclaré Dung. « Au lieu de leur donner du poisson, il faut leur donner des cannes à pêche. »

Dung a déclaré que les recettes fiscales dans la province ont augmenté et que le PIB par habitant est passé d'environ 400 \$ en 2006 à 700 \$ en 2008.

Certains observateurs restent très sceptiques.

« Lancez un projet à gros capitaux qui a peu de liens avec

l'économie locale dans une province pauvre, l'impact local sera minime », a déclaré un expert de l'économie vietnamienne qui a refusé d'être nommé en raison de sa crainte d'exprimer un point de vue contraire à la ligne du Parti.

« Le transport du pétrole est si long que les marges de raffinage sont susceptibles d'être négatives. Le résultat final ? Un prix excessif pour un projet déficitaire et qui ne crée pas d'emplois. »



La raffinerie Dung Quat se trouve au centre du Vietnam

SATISFACTION ET ROGNE

Malgré quelques gains immédiats réalisés par beaucoup dans la région, tels que le salon de karaoké de Yen, d'autres résidents râlent.

Au total 7 000 ménages auront été déplacés en 2015 pour faire place à la zone économique et aux nouveaux investissements industriels.

Pham Thi Sach, 59 ans, qui habite à côté de la rue Vo Van Kiet, s'inquiète sur les inconnues.

« Ici, nous pouvons faire quelques centaines de milliers de dongs chaque jour en allant vendre des fruits de mer au marché du matin, mais si nous déménageons, nous ne saurons pas quoi faire », dit-elle.

L'environnement est un autre sujet de préoccupation, notamment pour certains petits pêcheurs comme Bui Quang Tien.

« Le bruit de la raffinerie fait fuir les poissons, par conséquent mes prises sont plus petites », dit-il. « Dans le passé, je n'avais pas besoin d'acheter de l'essence pour aller à la pêche, il suffisait que je rame un peu, mais maintenant je dois aller plus loin en mer. Cela me coûte plus cher. »

Beaucoup, sinon la plupart, des travailleurs de l'usine viendront de l'extérieur parce que les résidents locaux n'ont pas les compétences, bien que certaines des autres usines qui seront construites dans la zone économique soient susceptibles d'offrir davantage en termes d'emploi local.

Quelques enseignements ont été tirés de la longue et tortueuse expérience de Dung Quat, même si le Parti reste inébranlable dans sa louange.

Les deux prochaines raffineries du pays, qui seront plus grandes, sont prévues dans des endroits beaucoup plus avantageux, à Nghi Son, juste au sud de Hanoi, et à Long Son, à proximité du nœud commercial de Ho Chi Minh-Ville.

En outre, les partenaires étrangers dans le projet Nghi Son, qui est le moins bien placé des deux, seront autorisés à prendre part à la distribution de produits raffinés, ce qui n'avait pas été accordé à Total ni à Zarubezhneft et qui aurait pu rendre le projet de Dung Quat viable. ■



Procès en appel contre les 8 catholiques de Thai Ha

Mêmes condamnations que le tribunal de première instance

EGLISES D'ASIE—27 MARS 2009

Le procès en appel contre les huit catholiques de Thai Ha, au Vietnam, accusés de destruction de biens et de troubles à l'ordre public, a eu lieu ce vendredi matin, indique Eglises d'Asie (EDA), l'agence des Missions étrangères de Paris (MEP). « Le tribunal s'est contenté de reprendre très exactement les condamnations portées contre les accusés, le 8 décembre dernier, par le tribunal de première instance ».

Aux environs de 15 heures (heure locale), ce 27 mars 2009, une foule de plus de 5 000 catholiques et sympathisants attendant devant le tribunal depuis l'aube, a pris connaissance sans étonnement véritable, du verdict rendu par les juges du tribunal de Hà Đông (près de Hanoi), devant lesquels comparaissaient en appel les huit catholiques de la paroisse de Thai Ha. Le tribunal s'est contenté de reprendre très exactement les condamnations portées contre les accusés, le 8 décembre dernier, par le tribunal de première instance. Accusés de destruction de biens et de troubles à l'ordre public, ils avaient été condamnés ce jour-là, pour quatre d'entre eux, à des peines de 12 à 17 mois de prison avec sursis, à des peines de 12 à 15 mois de rééducation sans internement pour trois autres, et à un avertissement pour le plus jeune. Ils avaient fait appel pour que soit reconnue leur innocence. Immédiatement après l'énoncé de la sentence, les accusés suivis par la foule se sont rendus à l'église de la paroisse de Hà Đông où a été célébrée une messe d'action de grâces.

Les informations concernant ce procès en appel du 27 mars ont

été plus difficiles à recueillir que lors du procès du 8 décembre. L'un des sites web les mieux informés, à savoir celui de la paroisse de Thai Ha était inaccessible... Cependant plusieurs autres sites ont pu diffuser des nouvelles dès les premières heures de la matinée.

Après la messe de 6 heures du matin dans l'église de la paroisse de Thai Ha, des milliers de catholiques, en file indienne, ont accompagné les huit accusés et parcouru à pied, sous une légère pluie printanière, les 12 km séparant leur paroisse de Hà Đông, lieu où se déroulait le procès en appel. Une centaine d'agents des forces de l'ordre les ont accompagnés tout au long du chemin. Arrivés sur les lieux, ils ont été accueillis par les paroissiens de Hà Đông. Le procès a commencé à 8 heures. L'avocat principal, Me Lê Trần Luât, n'avait pu rejoindre Hanoi, comme cela était prévisible. Il était remplacé par deux de ses confrères, qui s'étaient inscrits avec lui pour la défense des huit catholiques. Un seul prêtre, invité officiellement, a pu entrer à l'intérieur de la salle du procès. Deux autres avaient pris place, avec les proches des accusés, dans une pièce adjacente d'où ils pouvaient suivre les débats. A 9 heures, la foule s'est rassemblée dans le jardin public et les rues proches du tribunal. Elle était surveillée par environ un millier d'agents de police, accompagnés de chiens policiers. Dans la foule, on reconnaissait à leur soutane noire, une vingtaine de prêtres rédemptoristes ainsi qu'une bonne partie des membres du clergé de Hanoi, bien souvent entourés de leurs paroissiens. De la foule fusaient des slogans comme : « Justice et Vérité ! », ou des prières : « Que le Seigneur protège nos frères ! ».



Des catholiques soutiennent 8 d'entre eux à l'extérieur du tribunal

À 11 heures, on estime à environ 5 000, le nombre des participants à la manifestation de prière, groupés en rangs serrés autour du tribunal. La tension semble s'être élevée d'un cran. Les slogans sont scandés avec plus de force. Une communication téléphonique venant de la salle d'audience a informé la foule du déroulement des débats. Les bruits les plus divers circulent sur l'issue probable du procès.

À midi, profitant de la pause de fin de matinée, de nombreux étudiants des universités voisines viennent grossir la foule, certains par conviction, d'autres pour s'informer des raisons de cet attroupement. Vers 14 heures, la foule est toujours là, malgré une chaleur devenue accablante. Après avoir évoqué plusieurs issues possibles du procès, dont l'acquittement ou une diminution de peine, les personnes informées des débats par téléphone donnent désormais comme plus probable une sentence qui reprendra exactement les condamnations prononcées en première instance. Les faits leur donneront raison. Cependant l'ambiance générale à l'extérieur du tribunal reste sereine. Chacun est réconforté par la mobilisation générale des catholiques de l'archidiocèse. Une messe d'action de grâces est même prévue immédiatement après le procès, dans l'église de Hà Đông. ■

Douze députés américains écrivent aux grandes sociétés de l'Internet

Durant ces derniers mois, le gouvernement vietnamien a pris des mesures pour contrôler sévèrement, pour ne pas dire censurer ses citoyens sur Internet, devenu un lieu où s'expriment toutes les colères et rancœurs du peuple contre la dictature communiste. Selon les dernières lois vietnamiennes adoptées fin 2008, il est interdit de poster des textes sur les blogs sortant du caractère privé. Le régime vietnamien compte demander l'aide des géants de l'Internet comme Yahoo, Google et Microsoft pour l'aider à contrôler les blogs et signaler les contenus « non autorisés » comme les articles dénonçant la corruption des fonctionnaires communistes, la cession des territoires vietnamiens à la Chine, l'absence de démocratie et des libertés individuelles, la connivence de l'état dans la traite des femmes et des enfants vietnamiens dans les pays tiers, etc.



Devant cette situation, les députés américains Loretta Sanchez et Joseph Cao ont initié une lettre demandant aux géants de l'Internet comme Yahoo, Google et Microsoft à ne pas aider techniquement le gouvernement vietnamien dans sa politique de censure du Web. ■

Carol Bartz
Chief Executive Officer
Yahoo! Inc
701 First Avenue
Sunnyvale, CA 94089

31 mars 2009

Madame Bartz,

Nous écrivons pour exprimer notre préoccupation concernant l'aggravation des restrictions de l'Internet au Vietnam. Selon les médias, le gouvernement du Vietnam a pris des décrets visant à réduire les blogs et à criminaliser les discours pacifiques. L'année dernière, le gouvernement vietnamien a édité un décret exigeant que tous les fournisseurs d'accès à Internet de livrer des informations sur les utilisateurs qui enfreignent les interdictions énoncées par le ministère de l'information. Nous sommes particulièrement préoccupés par les rapports selon lesquels le ministère vietnamien de l'Information et de la Communication pourrait se rapprocher des grands fournisseurs d'accès à Internet et leur demander de l'aide pour contrôler Internet.

Il a été porté à notre attention que Microsoft, Yahoo et Google ont adhéré au Global Network Initiative, un effort international visant à protéger la liberté d'expression et la vie privée dans la technologie des communications. En tant que membres du Congrès, nous tenons à vous féliciter pour cette initiative. Il montre réellement vos efforts pour res-

pecter la liberté sur Internet malgré les pressions de la part des gouvernements autoritaires. Nous sommes heureux que vous partagiez notre point de vue que la protection de la liberté d'expression et de la vie privée dans la technologie des communications est une responsabilité sociale des entreprises.

Internet est devenu un outil majeur de communication et d'information pour les citoyens vietnamiens. La popularité des blogs est un témoignage de la volonté du peuple vietnamien d'échanger librement des idées. Selon le Financial Times, « L'espace politique limité du Vietnam se réduit. Le gouvernement a réprimé la dynamique cyber-communauté du pays, fermant de sites Web et emprisonnant ceux qui utilisent Internet pour contester le parti communiste. »

En tant que membres du Congrès, nous vous invitons fortement à défendre les libertés de parole et d'expression pour les citoyens du Vietnam en continuant à fournir vos technologies pour le peuple du Vietnam d'une manière qui respecte leurs droits et de la vie privée.

Cordialement,

Loretta Sanchez
James Moran
Edward Royce
Maurice Hinchey
Thaddeus McCotter
Neil Abercrombie

Joseph "Anh" Cao
Daniel Lungren
Michael Honda
Madeleine Bordallo
Hank Johnson
Niki Tsongas



Témoignage en Australie devant la Sous-Commission des Droits de l'Homme

Exposé de M. Do Hoang Diem
Président du Viet Tan

Témoignage devant la Sous-Commission des Droits de l'Homme,
la Commission permanente mixte des Affaires étrangères, de la Défense et du Commerce,
le Parlement d'Australie

Enquête sur les Mécanismes des Droits de l'Homme en Asie-Pacifique

19 mars 2009

Mesdames et messieurs,

Je vous remercie d'avoir invité le Viet Tan (Parti pour la Réforme du Vietnam) à témoigner lors de cette audience publique d'aujourd'hui, dans le cadre de l'enquête sur les mécanismes des droits de l'homme en Asie-Pacifique. Le Viet Tan est un parti défenseur de la démocratie, actif au Vietnam bien qu'il y soit officiellement interdit. Notre objectif est d'améliorer la situation actuelle des droits de l'homme et de susciter un changement politique pacifique à travers le pouvoir du peuple vietnamien. Nous croyons qu'une société libre, non seulement est le meilleur moyen d'exploiter le vaste potentiel du pays et de son peuple, mais aussi constitue les fondations des mécanismes des droits de l'homme. En outre, un Vietnam démocratique peut être un pilier de prospérité et de stabilité dans la zone Asie-Pacifique.

Situation actuelle au Vietnam

Le Vietnam est gouverné par une dictature corrompue et responsable de l'un des pires bilans



La délégation de Viet Tan au Parlement Australien, composée des MM Duc Truong (à gauche), Do Hoang Diem et Phong Nguyen

sur les droits de l'homme dans le monde. Le pays a une population dynamique, jeune dont la vie et les aspirations sont réprimées par un appareil de sécurité et des « lois » arbitraires destinées à protéger le Parti communiste des points de vue dissidents et d'une opposition organisée.

Je voudrais illustrer plusieurs sujets de préoccupation

1. Arrestation et détention arbitraires

Le gouvernement utilise des décrets ambigus et des dispositions juridiques visant à criminali-

ser l'expression politique et à considérer une opposition légitime et pacifique comme attentant à la sécurité nationale. Usant de lois aussi puissantes, le gouvernement vietnamien a lancé une série de répressions que Human Rights Watch a qualifié de pire en 20 ans. Plus récemment, en septembre 2008, de nombreux militants pour la démocratie (dont Nguyen Xuan Nghia, Pham Thanh

Nghien, Ngo Quynh, Vu Hung, Tran Duc Thach, Nguyen Van Tuc et Pham Van Troi) ont été arrêtés pour avoir distribué des tracts en faveur de la démocratie et pour avoir diffusé des slogans critiquant le gouvernement. Ils sont toujours détenus sans aucune accusation formelle. Dans le cas de Pham Thanh Nghien, bien qu'il soit détenu depuis déjà six mois, sa famille n'a pas encore été autorisée à lui rendre visite. Sa santé serait en train de se détériorer.

2. Liberté de parole et d'expression

La constitution du Vietnam garantit la liberté d'expression et de



En marge de l'audition, la délégation de Viet Tan a rencontré quelques uns des élus australiens qui sont parmi les plus fervents défenseurs des droits de l'homme au Vietnam, comme Bernie Ripoll (en haut), Gary Humphries (au centre) et Luke Simpkins (en bas).

la presse ; pourtant le gouvernement continue d'étouffer les journalistes indépendants d'esprit et Internet. Les autorités persécutent notamment ceux qui discutent de pluralisme politique ou qui s'interrogent sur les politiques concernant des questions sensibles comme la corruption impliquant des fonctionnaires du gouvernement ou des différends frontaliers avec la Chine. Par exemple deux journalistes, Nguyen Viet Chien et Nguyen Van Hai, respectivement des quotidiens Thanh Nien et Tuoi Tre, ont été arrêtés pour avoir exposé le scandale de corruption politique portant sur plusieurs millions de dollars et impliquant le détournement de fonds, les jeux de hasard et la prostitution au ministère des Transports (UGP-18). Ces hommes ont ensuite été jugés, condamnés et accusés d'avoir « abusé des libertés démocratiques ».

De même, ces derniers mois, les autorités ont lancé une campagne pour faire taire les militants sur Internet. Un blogueur bien connu, Dieu Cay, a été arrêté après avoir critiqué la politique du gouvernement sur les litiges territoriaux avec la Chine. Il a été condamné à 30 mois de prison pour « fraude fiscale » dans un procès qui a été condamné par la communauté internationale. Sa famille et ses collègues blogueurs ont été constamment harcelés et menacés.

Le gouvernement est même allé jusqu'à promulguer un nouveau décret en décembre 2008 interdisant aux blogueurs de publier des articles susceptibles d'être considérés comme « attentant à la sécurité nationale ». Ce nouveau décret impose aux fournisseurs internationaux de services Internet de fournir aux autorités des informations sur les utilisateurs privés.

3. Liberté religieuse

Toutes les organisations et pratiques religieuses au Vietnam

doivent être officiellement enregistrées et reconnues par le gouvernement. L'Église Bouddhique Unifiée du Vietnam (EBUV) est toujours hors-la-loi et son plus haut dirigeant, le Vénérable Thich Quang Do, a été soumis arbitrairement à la détention à domicile et au harcèlement depuis plus de trente ans.

L'Église catholique souffre encore de grandes restrictions. Toute nomination ou affectation de son clergé exige l'approbation du gouvernement. En septembre 2008, plusieurs grandes veillées de masse ont été effectuées par l'archevêque de Hanoï et la paroisse de Thai Ha, avec parfois la présence de plus de 15 000 fidèles, veillées demandant la restitution des propriétés confisquées de l'Église. Huit de ces paroissiens ont été arrêtés puis condamnés.

Mais plus opprimée encore est l'Église mennonite, là où ses adeptes appartiennent principalement à des minorités ethniques vivant dans les Hauts Plateaux du centre du Vietnam. Un des dirigeants de l'Église, le pasteur Nguyen Hong Quang a été maintes fois arrêté et emprisonné pour avoir exercé sans autorisation officielle. Lui et ses collègues font actuellement l'objet d'une surveillance policière et de harcèlement.

4. Droits des travailleurs

Il n'y a pas de syndicat des travailleurs indépendant reconnu au Vietnam. Il est interdit aux travailleurs de former un tel syndicat ou d'y adhérer.

Le seul syndicat qui existe est un organe de l'État appelé Confédération Générale du Travail du Vietnam, qui répond directement au Parti communiste vietnamien. En raison de cette antinomie, les droits des travailleurs sont souvent violés et négligés. Ces dernières années, des grèves à grande échelle ont eu lieu dans tout le pays en raison de mauvai-

ses conditions de travail, de bas salaires et de traitements dégradants. Des milliers de travailleurs ont participé à ces grèves et de nombreux chefs de file de ces grèves ont été arrêtés et emprisonnés. Selon la loi vietnamienne, les grèves sans autorisation du gouvernement sont considérées comme illicites ; par conséquent, les travailleurs eux-mêmes prennent souvent un risque important d'être persécutés par les autorités et licenciés par leur employeur. L'agitation dans le monde du travail reflète les difficultés économiques et le mécontentement social. Le contrôle étroit des travailleurs exercé par le gouvernement et les restrictions au droit de grève enfrennent gravement le Code du travail.

RECOMMANDATIONS

1. Dialogue sur les droits de l'homme

Le dialogue Australie-Vietnam sur les droits de l'homme peut être un mécanisme efficace pour encourager une plus grande liberté politique au Vietnam. Pour accroître son efficacité, nous suggérons un renforcement des programmes concrets. Les programmes devraient en particulier se concentrer sur la promotion de la liberté des médias, de la libre utilisation d'Internet et de la liberté d'association. Toute aide financière pour ces projets doit avoir des repères clairs ; Il faut que soient documentés clairement des objectifs précis ainsi que les progrès effectués. Les résultats doivent être communiqués à la Commission permanente mixte et être transparents de telle sorte que le public puisse les étudier.

2. Soutien parlementaire pour le changement démocratique

Alors qu'est nécessaire l'institution de mécanismes de prévention et de réparation des violations des droits de l'homme, il importe également de promou-

voir la démocratie car elle contribue à garantir ces mécanismes dans le long terme. Un système autoritaire à parti unique est un terrain fertile pour les violations des droits de l'homme. Nous pensons que la solution aux droits de l'homme est une société démocratique où les citoyens ont le droit de faire des choix politiques et de tenir le gouvernement pour responsable de ses actions. Le parlement australien peut soutenir le peuple du Vietnam et d'autres peuples réprimés en critiquant les persécutions, en discutant avec la société civile et les groupes démocratiques, en continuant à pousser au changement le régime actuel.

3. Commission des droits de l'homme de l'ASEAN

Nous appuyons fermement l'initiative du Groupe de Travail pour un Mécanisme des Droits de l'Homme de l'ASEAN de former une commission intergouvernementale des droits de l'homme. Nous recommandons que tous les États membres de l'ASEAN soient automatiquement membres de cette commission et soient ainsi tenus de respecter les normes internationales des droits de l'homme. La Commission agira comme un organe de contrôle veillant à ce que les plaintes puissent être entendues et que ses recommandations soient mises en œuvre. Nous préconisons aussi que la Commission des droits de l'ASEAN puisse recommander une Cour qui, dans certaines circonstances pourrait prendre une décision collective à valeur contraignante. Bien que l'Australie ne soit pas membre de l'ASEAN, avec sa longue histoire d'une étroite relation de travail et d'un engagement dans la région, nous pensons que l'Australie peut engager un dialogue avec l'ASEAN et le Forum Asie-Pacifique afin de faire progresser la protection des droits de l'homme dans la région. ■

Fermeture du bureau d'un avocat militant pour les droits de l'Homme

AFP—HANOI, 26 MARS 2009

Les autorités vietnamiennes ont fermé le bureau d'un avocat spécialisé dans les droits de l'Homme chargé de défendre des catholiques dans un conflit avec le régime communiste, a indiqué jeudi l'avocat, qui dénonce une manoeuvre politique.

« Mon bureau a été privé de licence mercredi à la suite d'une décision prise par le Département de la justice de la province de Ninh Thuan », a précisé Le Tran Luat à l'AFP.

Me Le Tran Luat est le principal des trois avocats autorisés par la justice pour défendre des catholiques dans leur procès en appel qui doit s'ouvrir vendredi à Hanoi. Ces derniers ont été condamnés en première instance à de la prison avec sursis pour



Me Le Tran Luat

trouble à l'ordre public lors de manifestations sur un terrain que se disputent l'Eglise et les autorités communistes.

« La police a cherché par tous

les moyens de m'empêcher" de venir au procès en appel, "et je ne peux pas les défendre », a expliqué l'avocat à l'AFP.

Des journaux de la police vietnamienne ont dénoncé ces derniers jours les « violations administratives » de Le Tran Luat et demandé qu'il soit privé de sa carte d'avocat et "jugé sévèrement par la loi".

L'un de ses bureaux à Saïgon (sud) avait fait l'objet d'une perquisition fin février. La police y avait saisi cinq ordinateurs et lui a reproché d'avoir facturé ses services pour des affaires jamais réglées.

Début mars, l'avocat avait été interpellé par la police et gardé 24 heures après avoir tenté de se rendre à Hanoï pour s'occuper du dossier des catholiques. L'avocat avait alors dénoncé une « manoeuvre politique ». ■



Tran Thi Thuy Trang, Le Quoc Quan, Le Thi Cong Nhan, Nguyen Van Dai sont quatre autres avocats défenseurs des droits de l'homme empêchés d'exercer par le régime communiste vietnamien. Me Nhan et Dai sont en prison depuis février 2007.

Contact-fr@viettan.org — www.viettan.org/fr

AMERIQUE DU NORD

1694 Tully Road, Suite D P#312
San Jose, CA 95122 — USA

Tél. : (1) 408-347-8830 Fax : (1) 408-347-8730

ASIE

P.O. Box 223
Shiba, Tokyo 105-91 — JAPAN

Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

EUROPE

BP203
75624 Paris Cedex 13 - FRANCE
Tél. / fax : (33) 1.56.30.96.12

AUSTRALIE

P.O. Box 4023
Tranmere North, SA 5073

Tél. / fax : (61) 405 185 652

